

Saskatchewan Power Corporation and Many Islands Pipe Lines Limited *Appellants;*

and

TransCanada Pipelines Limited *Respondent;*

and

The Attorney General of Canada *Intervenor.*

1978: June 26, 27; 1978: October 3.

Present: Martland, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson, Estey and Pratte JJ.

ON APPEAL FROM THE FEDERAL COURT OF APPEAL

Energy — Contract involving purchase and sale of gas — Effective date of contract — Exercise of nominations or options thereunder — Whether contract required to be filed with National Energy Board — Tolls and tariffs — National Energy Board Act, R.S.C. 1970, c. N-6, ss. 2, 11(b), 18, 50, 51 and 61 — British North America Act, 1867, ss. 92(10)(a), 91.

Constitutional law — Federal undertaking — Challenge to validity of ss. 50, 51 of the National Energy Board Act, R.S.C. 1970, c. N-6 — British North America Act, 1867, ss. 92(10)(a), 91.

TransCanada is a company within the meaning of the National Energy Board Act, R.S.C. 1970, c. N-6, and owns and operates an interprovincial pipeline for the transmission of natural gas. In 1969 it entered into a twelve year contract under which it agreed to purchase natural gas in specified volumes from Saskatchewan Power during each of the first five contract years. This contract followed an earlier agreement dated May 1, 1959, and made certain provisions of the 1959 agreement applicable, *mutatis mutandis*, including the provision for the point of delivery viz. at TransCanada's main transmission line in Saskatchewan at a point to be agreed on in writing. The contract also provided for a right to redelivery of gas to the buyer during the second five contract years to a limit of 16,000,000 M.C.F. of gas in any contract year at a price of 23.5 cents per M.C.F. The seller was to give the buyer not less than eighteen month's written notice of seller's nomination for this gas. On April 30, 1974 Saskatchewan Power sent a telex to TransCanada and stipulated for 5,000,000 M.C.F. for the contract year commencing November 1, 1975; and on March 27, 1975, for 16,000,000 M.C.F. for the year commencing November 1, 1976. On August 6, 1975, the contract was amended to permit

Saskatchewan Power Corporation et Many Islands Pipe Lines Limited *Appelantes;*

et

TransCanada Pipelines Limited *Intimée;*

et

Le procureur général du Canada *Intervenant.*

1978: 26 et 27 juin; 1978: 3 octobre.

Présents: les juges Martland, Ritchie, Spence, Pigeon, Dickson, Estey et Pratte.

EN APPEL DE LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE

Énergie — Contrat d'achat et de vente de gaz — Date d'entrée en vigueur — Exercice d'options et choix — Le contrat devait-il être déposé auprès de l'Office national de l'énergie? — Droits et tarifs — Loi sur l'Office national de l'énergie, S.R.C. 1970, chap. N-6, art. 2, 11b), 18, 50, 51 et 61 — Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, art. 92(10)a) et 91.

Droit constitutionnel — Entreprise fédérale — Contestation de la validité des art. 50 et 51 de la Loi sur l'Office national de l'énergie, S.R.C. 1970, chap. N-6 — Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, art. 92(10) a) et 91.

TransCanada est une compagnie au sens de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, S.R.C. 1970, chap. N-6. Elle possède et exploite un pipe-line interprovincial servant à la transmission de gaz naturel. En 1969, elle a passé un contrat d'une durée de douze ans dans lequel elle s'engageait à acheter à Saskatchewan Power un volume spécifié de gaz naturel pendant les cinq premières années du contrat. Les parties contractantes avaient déjà conclu un accord le 1^{er} mai 1959 et, aux termes du contrat, certaines dispositions de l'accord de 1959 s'appliquent *mutatis mutandis*, notamment le point de livraison au principal pipe-line de transmission de TransCanada en Saskatchewan, à un point dont les parties doivent convenir par écrit. Le contrat prévoit également le droit de l'acheteuse de livrer en retour, jusqu'à concurrence de 16 millions de Mp3 de gaz pendant la seconde période de cinq ans de contrat au prix de 23.5 cents le Mp3 pour chacune des années du contrat. La venderesse devait donner à l'acheteuse un préavis écrit de dix-huit mois au moins pour l'informer du volume de gaz dont elle demandait la livraison. Le 30 avril 1974, Saskatchewan Power a avisé TransCanada qu'elle fixait à 5 millions de Mp3 le volume de gaz à livrer pour l'année du contrat commençant le 1^{er} novembre 1975; le

nomination for redelivery of 17,000,000 M.C.F. during a contract year. The nomination of April 30, 1974, was cancelled and the nomination of March 27, 1975, was increased to 17,000,000 M.C.F.

The contract was filed in 1971 with the National Energy Board in connection with an application by TransCanada for increased rates, limited to higher costs of purchased gas. In 1975 an application was made by TransCanada to the Board in respect of all of its rates and included with the application was a request to substitute for the gas sale prices stipulated in the contract to be paid by Saskatchewan Power for gas it might purchase from TransCanada, the Saskatchewan zone rate, proposed in the application. Saskatchewan Power applied to the Board for an order that the Board should refuse the filing of the contract of November 1, 1969, on the grounds that the contract was between a producer and a pipeline company for an inseparable consideration and not a divisible contract and that the contract was in essence not a contract of sale but a contract of exchange. The Board however held that the contract was one which TransCanada was obliged to file under s. 51(2) of the National Energy Board Act. The Federal Court of Appeal in upholding that decision of the National Energy Board rejected appellant's additional argument that s. 51(2) was *ultra vires* the Parliament of Canada as being part of a scheme to regulate intra-provincial as well as extra-provincial operations.

Held: The appeal should be dismissed.

The Federal Court of Appeal correctly decided that the contract, when coupled with the nominations of Saskatchewan Power for deliveries of gas from TransCanada was a contract for the sale of gas within s. 51(2). The agreement was not one of exchange, indeed Saskatchewan Power was not required to receive any gas under the contract except at its own sole discretion. While the contract was made in 1969 (prior to the enactment of s. 51(2)) it was a contract providing for a series of options and it was only if and when those options were exercised that contracts of sale came into being. The options were not made until 1974 and 1975.

The constitutional issue was limited solely to ss. 50 and 51 of the Act. Under s. 92(10)(a) of the *B.N.A. Act* an interprovincial pipeline company is an undertaking subject to federal jurisdiction. Federal jurisdiction to regulate interprovincial undertakings includes the power to regulate tolls and extends to all services provided by the undertaking including those that are provided entire-

27 mars 1975, elle a fixé à 16 millions de Mp³ le volume de gaz à livrer pour l'année du contrat commençant le 1^{er} novembre 1976. Le 6 août 1975, le contrat a été modifié afin de lui permettre de fixer à 17 millions de Mp³ le volume de gaz à recevoir. Le chiffre fixé le 30 avril 1974 a été annulé et celui du 27 mars 1975 a été porté à 17 millions de Mp³ par année du contrat.

En 1971, le contrat a été déposé auprès de l'Office national de l'énergie par TransCanada dans le cadre d'une demande de hausse de tarif jusqu'à concurrence de l'augmentation du prix d'achat du gaz. En 1975, TransCanada saisit l'Office d'une requête concernant tous ses tarifs et demanda également l'autorisation de remplacer les prix de vente du gaz stipulés au contrat et payables par Saskatchewan Power pour le gaz acheté à TransCanada par le tarif de la zone de la Saskatchewan proposé dans la requête. Saskatchewan Power a demandé à l'Office de rendre une ordonnance rejetant le dépôt du contrat du 1^{er} novembre 1969 au motif que le contrat a été conclu par un producteur et une compagnie de pipe-line pour un paiement inséparable, qu'il n'est pas divisible et est essentiellement un contrat d'échange et non un contrat de vente. L'Office a cependant conclu qu'il s'agit d'un contrat que TransCanada était obligée de déposer aux termes du par. 51(2) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*. En confirmant cette décision de l'Office national de l'énergie, la Cour d'appel fédérale a en outre rejeté l'argument de l'appelante selon lequel le par. 51(2) est *ultra vires* du Parlement du Canada au motif qu'il fait partie d'un système visant la réglementation d'activités intra-provinciales aussi bien qu'extra-provinciales.

Arrêt: Le pourvoi doit être rejeté.

La Cour d'appel fédérale a eu raison de conclure que le contrat assorti des avis de demandes de livraison de gaz de TransCanada à Saskatchewan Power est un contrat de vente de gaz au sens du par. 51(2). Il ne peut s'agir d'un contrat d'échange de gaz et, en fait, Saskatchewan Power n'était tenue d'accepter le gaz que si elle en demandait elle-même la livraison. Même si le contrat remonte à 1969 (donc avant l'entrée en vigueur du par. 51(2)), il prévoit plusieurs options d'achat et les contrats de vente n'étaient donc véritablement formés que lorsque ces options étaient exercées. Or ces options n'ont pas été exercées avant 1974 et 1975.

La question constitutionnelle ne porte que sur les art. 50 et 51 de la Loi. Aux termes de l'al. 92(10)a) de l'*A.A.N.B.*, une compagnie de pipe-line interprovincial est une entreprise assujettie à la juridiction fédérale. La compétence fédérale sur une entreprise interprovinciale comprend le pouvoir de réglementer les droits et s'étend à tous les services fournis par l'entreprise, y compris

ly within the limits of a province. Parliament had the power to provide for the Board controlling the tolls and tariffs to be applied in connection with the transmission of gas through an interprovincial pipeline and the power to require a pipeline company to file with the Board copies of its contracts for the sale of gas, which would be deemed to constitute a tariff.

The Queen v. Board of Transport Commissioners, [1968] S.C.R. 118, referred to.

APPEAL from the Federal Court of Appeal¹ dismissing an appeal from a National Energy Board decision. Appeal dismissed.

Gordon H. Henderson, Q.C., Maurice J. Sychuk, and Y. A. G. Hynna, for the appellants.

George G. Finlayson, Q.C., and John H. Francis, Q.C., for the respondent.

T. B. Smith, Q.C., and P. G. Griffin, for the Attorney General of Canada.

K. C. MacKenzie, for the Attorney General of British Columbia.

The judgment of the Court was delivered by

MARTLAND J.—The respondent TransCanada Pipelines Limited, hereinafter called “TransCanada”, is a company within the meaning of the *National Energy Board Act*, R.S.C. 1970, c. N-6. It owns and operates an interprovincial pipeline for the transmission of natural gas. It entered into a contract, hereinafter referred to as “the contract”, made as of November 1, 1969, with the appellant, Saskatchewan Power Corporation, and its wholly owned subsidiary, Many Islands Pipe Lines Limited, hereinafter jointly referred to as “Saskatchewan Power”. The contract was for a term of twelve years, terminating on October 31, 1981. TransCanada agreed, during each of the first five contract years, to purchase natural gas in specified volumes from Saskatchewan Power. The parties to the contract had been parties to an earlier agreement dated May 1, 1959, which provided for the sale of natural gas by Saskatchewan Power to TransCanada. The contract made certain of the provisions of the 1959 agreement applicable *mutatis mutandis*, and these provisions included provision for the point of delivery, which was to be at

ceux qui le sont entièrement dans les limites d’une province. Le Parlement avait le pouvoir d’habiller l’Office à contrôler les droits et tarifs relatifs à la transmission de gaz par un pipe-line interprovincial et d’exiger de la compagnie de pipe-line qu’elle produise auprès de l’Office des copies de ses contrats de vente de gaz, ces documents étant réputés constituer un tarif.

Jurisprudence: *La Reine c. Commission des transports*, [1968] R.C.S. 118.

POURVOI à l’encontre d’un arrêt de la Cour d’appel fédérale¹ rejetant un appel d’une décision de l’Office national de l’énergie. Pourvoi rejeté.

Gordon H. Henderson, c.r., Maurice J. Sychuk et Y. A. G. Hynna, pour les appelantes.

George G. Finlayson, c.r., et John H. Francis, c.r., pour l’intimée.

T. B. Smith, c.r., et P. G. Griffin, pour le procureur général du Canada.

K. C. MacKenzie, pour le procureur général de la Colombie-Britannique.

Le jugement de la Cour a été rendu par

LE JUGE MARTLAND—L’intimée TransCanada Pipelines Limited (ci-après appelée «TransCanada»), est une compagnie au sens de la *Loi sur l’Office national de l’énergie*, S.R.C. 1970, chap. N-6. Elle possède et exploite un pipe-line interprovincial servant à la transmission de gaz naturel. Le 1^{er} novembre 1969, elle a passé un contrat (ci-après appelé «le contrat») avec les appelantes, Saskatchewan Power Corporation et sa filiale en propriété exclusive, Many Islands Pipe Lines Limited, (ci-après appelées collectivement «Saskatchewan Power»). D’une durée de douze ans, le contrat se termine le 31 octobre 1981. TransCanada s’y engage à acheter à Saskatchewan Power un volume spécifié de gaz naturel pendant les cinq premières années du contrat. Les parties contractantes avaient déjà conclu un accord le 1^{er} mai 1959 dans lequel Saskatchewan Power s’engageait à vendre du gaz naturel à TransCanada. Aux termes du contrat, certaines dispositions de l’accord de 1959 s’appliquent *mutatis mutandis*; ces dispositions stipulent notamment que le point de livraison sera au principal pipe-line de transmis-

¹ [1977] 2 F.C. 324.

¹ [1977] 2 C.F. 324.

TransCanada's main transmission line in Saskatchewan at a point to be agreed upon in writing. The point agreed upon was near Success, Saskatchewan. The price to be paid for natural gas purchased in the first contract year was 23 cents per M.C.F. The price increased in each of the subsequent four contract years by one quarter of a cent per M.C.F. In the contract, Saskatchewan Power was described as "Seller" and TransCanada as "Buyer".

Article XVII of the contract provided as follows:

ARTICLE XVII—REDELIVERY OF GAS BY BUYER

1. Seller shall have the right during the period commencing November 1, 1974 and ending October 31, 1981 to purchase and Buyer shall sell and redeliver to Seller volumes of gas as requested by Seller up to the total volumes of gas purchased by Buyer during the period commencing November 1, 1969 and ending November 1, 1974; provided that

- (i) Seller shall give Buyer not less than eighteen (18) months written notice of Seller's nomination for gas for each contract year, and
- (ii) Seller may only nominate to have redelivered to Seller a volume up to 16,000,000 McF during any contract year, and
- (iii) Upon such nomination being made by Seller hereunder Seller shall then be obligated to take and pay for, or nevertheless to pay for if available and not taken, the quantities of gas that Seller has so nominated to be redelivered to Seller by Buyer, and
- (iv) Buyer's obligation to redeliver each day shall be up to a daily quantity calculated by dividing the annual volume nominated hereunder by Seller for the contract year by 365 and multiplying the quotient so obtained by 1.33, and
- (v) The point of delivery for such redelivery of gas by Buyer to Seller shall be at the existing point of delivery near Success, Saskatchewan, as provided in the original Contract and at the pressure existing in Buyer's pipe line at the time of such redelivery, and
- (vi) The price to be paid by Seller to Buyer for all such gas to be redelivered hereunder shall be 23.50¢ per McF and if the weighted average BTU content of the gas redelivered in any month is less than 1,000 BTUs per cubic foot the price of the gas shall be decreased in direct proportion to the decrease in the BTU content of such gas from 1,000 BTUs per cubic foot.

sion de TransCanada en Saskatchewan, à un point dont les parties devront convenir par écrit. L'endroit convenu se trouve près de Success, en Saskatchewan. Le prix d'achat du gaz naturel est fixé à 23 cents le Mp³ et augmente d'un quart de cent le Mp³ chacune des quatre années suivantes. Dans le contrat, Saskatchewan Power est appelée «venderesse» et TransCanada «acheteuse».

L'article XVII du contrat stipule:

[TRANSDUCTION] ARTICLE XVII—LIVRAISON DE GAZ EN RETOUR PAR L'ACHETEUSE

1. Pendant la période allant du 1^{er} novembre 1974 au 31 octobre 1981, la venderesse aura le droit d'acheter et l'acheteuse devra vendre et délivrer à la venderesse, le volume de gaz que celle-ci requerra jusqu'à concurrence du volume total de gaz que l'acheteuse a acheté pendant la période allant du 1^{er} novembre 1969 au 1^{er} novembre 1974; étant entendu que

- i) la venderesse doit donner à l'acheteuse un préavis écrit de dix-huit (18) mois au moins pour l'informer du volume de gaz dont elle demande la livraison pour chaque année du contrat, et
- ii) pour une année de contrat, la venderesse peut demander la livraison d'au plus 16 millions de Mp³, et
- iii) après avoir fixé le volume de gaz à délivrer, la venderesse est alors obligée de prendre et de payer le volume de gaz qu'elle a demandé à l'acheteuse de délivrer, y compris le volume de gaz prêt à être délivré et qu'elle ne prend pas, et
- iv) le volume journalier maximum que l'acheteuse s'engage à délivrer est calculé en divisant par 365 le volume annuel de gaz fixé par la venderesse pour l'année du contrat, en multipliant le quotient obtenu par 1.33, et
- v) le gaz délivré par l'acheteuse à la venderesse doit être livré au point de livraison existant, près de Success (Saskatchewan), prévu dans le contrat initial et à la pression existant dans le pipe-line de l'acheteuse au moment de cette livraison, et
- vi) le prix à payer par la venderesse à l'acheteuse pour le gaz délivré est de 23.50¢ le Mp³ et si la moyenne pondérée du contenu BTU du gaz délivré en un mois est inférieure à 1,000 BTU par pied cube, le prix du gaz sera diminué en proportion directe de la diminution du contenu BTU de ce gaz, de 1,000 BTU par pied cube.

On April 30, 1974, Saskatchewan Power sent a telex message to TransCanada confirmed by letter of the same date nominating 5,000,000 M.C.F. of gas for redelivery during the contract year commencing November 1, 1975. On March 27, 1975, by letter to TransCanada, Saskatchewan Power nominated to take redelivery of 16,000,000 M.C.F. of natural gas for the contract year commencing November 1, 1976. Subsequently, on August 6, 1975, the contract was amended to permit Saskatchewan Power to nominate to receive 17,000,000 M.C.F. during any contract year. The nomination of April 30, 1974, was cancelled, and the nomination dated March 27, 1975, was increased to 17,000,000 M.C.F. during a contract year.

The contract was filed with the National Energy Board, hereinafter referred to as "the Board", on April 15, 1971. This filing was made in connection with an application by TransCanada for increased rates, limited to higher costs of purchased gas. At that time TransCanada was purchasing gas from Saskatchewan Power, and the contract was evidence of the cost of purchased gas. Saskatchewan Power's right to buy gas from TransCanada related to the period of the contract commencing on November 1, 1974.

In 1975, an application was made by TransCanada to the Board in respect of all of its rates. The application was dated July 15, 1975. Included in the application was a request to substitute for the gas sale prices stipulated in the contract to be paid by Saskatchewan Power for gas which it might purchase from TransCanada, the Saskatchewan zone rate proposed in the application.

Prior to making this application, TransCanada, on July 11, 1975, filed with the Board copies of the contract with amendments thereto and copies of the nominations of Saskatchewan Power dated April 30, 1974, and March 27, 1975. TransCanada contends that it was obligated to file these documents pursuant to s. 51(2) of the *National Energy Board Act*. Sections 50 and 51, which are a part of Part IV of the Act, entitled "Traffic, Tolls and Tariffs", provide as follows:

50. The Board may make orders with respect to all matters relating to traffic, tolls or tariffs.

Par télex en date du 30 avril 1974 confirmé par lettre le même jour, Saskatchewan Power a avisé TransCanada qu'elle fixait à 5 millions de Mp³ le volume de gaz à délivrer pour l'année du contrat commençant le 1^{er} novembre 1975. Par lettre du 27 mars 1975, adressée à TransCanada, Saskatchewan Power a fixé à 16 millions de Mp³ le volume de gaz à délivrer pour l'année du contrat commençant le 1^{er} novembre 1976. Puis, le 6 août 1975, le contrat a été modifié afin de permettre à Saskatchewan Power de fixer à 17 millions de Mp³ le volume à recevoir chaque année du contrat. Le chiffre fixé le 30 avril 1974 a été annulé et celui du 27 mars 1975 a été porté à 17 millions de Mp³ par année du contrat.

Le 15 avril 1971, le contrat a été déposé auprès de l'Office national de l'énergie (ci-après appelé «l'Office») par TransCanada dans le cadre d'une demande de hausse de tarifs jusqu'à concurrence de l'augmentation du prix d'achat du gaz. A cette époque, TransCanada achetait du gaz à Saskatchewan Power et le contrat faisait foi du prix du gaz acheté. Le droit de Saskatchewan Power d'acheter du gaz à TransCanada portait sur la période commençant le 1^{er} novembre 1974.

En 1975, TransCanada saisit l'Office d'une requête concernant tous ses tarifs. La requête datée du 15 juillet 1975 demande notamment l'autorisation de remplacer les prix de vente du gaz stipulés au contrat et payables par Saskatchewan Power pour le gaz acheté à TransCanada par le tarif de la zone de la Saskatchewan proposé dans la requête.

Avant de présenter cette requête, le 11 juillet 1975, TransCanada a produit auprès de l'Office des copies du contrat, dans sa version modifiée, ainsi que des copies des avis de demande de livraison de Saskatchewan Power, datés des 30 avril 1974 et 27 mars 1975. TransCanada soutient qu'elle était tenue de produire ces documents en vertu du par. 51(2) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*. Les articles 50 et 51 de la Partie IV de la Loi, intitulée «Mouvement, droits et tarifs», disposent:

50. L'Office peut rendre des ordonnances sur tous les sujets relatifs au mouvement, aux droits ou tarifs.

51. (1) A company shall not charge any tolls except tolls specified in a tariff that has been filed with the Board and is in effect.

(2) Where the gas transmitted by a company through its pipeline is the property of the company, the company shall file with the Board, upon the making thereof, true copies of all the contracts it may make for the sale of gas and amendments from time to time made thereto, and the true copies so filed shall be deemed, for the purposes of this Part, to constitute a tariff pursuant to subsection (1).

Subsection (2) of s. 51 was enacted on June 26, 1970. Other relevant provisions of the Act are as follows:

53. The Board may disallow any tariff or any portion thereof that it considers to be contrary to any of the provisions of this Act or to any order of the Board, and may require a company, within a prescribed time, to substitute a tariff satisfactory to the Board in lieu thereof, or may prescribe other tariffs in lieu of the tariff or portion thereof so disallowed.

54. The Board may suspend any tariff or any portion thereof before or after the tariff goes into effect.

61. Where the gas transmitted by a company through its pipeline is the property of the company, the differential between the cost to the company of the gas at the point where it enters its pipeline and the amount for which the gas is sold by the company shall, for the purposes of this Part, be deemed to be a toll charged by the company to the purchaser for the transmission thereof.

On August 22, 1975, Saskatchewan Power applied to the Board, as follows:

Saskatchewan Power Corporation hereby applies to the National Energy Board for an order refusing the purported filing or directing that the question of the validity of the proposed filing by TransCanada Pipelines Limited of the Gas Purchase Contract dated November 1, 1969, between Saskatchewan Power Corporation as Seller and TransCanada Pipelines Limited as Buyer, be determined by the National Energy Board at a special hearing of the Board;

And take notice that this application will be made upon the grounds that the contract is between a producer and a pipeline company for an inseparable consideration and is not a divisible contract and it was the intention that an equitable charge on reserves was created upon execution of the contract and upon request for

51. (1) Une compagnie ne doit pas imposer de droits, sauf les droits que spécifie un tarif produit auprès de l'Office et en vigueur.

(2) Si le gaz que transmet une compagnie par son pipe-line lui appartient, elle doit, lors de l'établissement de tous les contrats de vente de gaz qu'elle peut conclure et des modifications y apportées à l'occasion, en fournir copie conforme à l'Office, et les copies conformes ainsi fournies sont censées, aux fins de la présente Partie, constituer un tarif produit en conformité du paragraphe (1).

Le paragraphe (2) de l'art. 51 a été promulgué le 26 juin 1970. Les autres dispositions pertinentes de la Loi sont libellées comme suit:

53. L'Office peut rejeter tout tarif ou une partie d'un tarif qu'il estime contraire à une disposition quelconque de la présente loi ou à une ordonnance de l'Office, et il peut exiger qu'une compagnie y substitue, dans un délai prescrit, un tarif qu'il juge satisfaisant, ou il peut prescrire d'autres tarifs au lieu du tarif ainsi rejeté en totalité ou en partie.

54. L'Office peut suspendre l'application de tout tarif ou de toute partie de tarif avant ou après l'entrée en vigueur de ce dernier.

61. Si le gaz que transmet une compagnie, par son pipe-line, appartient à la compagnie, la différence entre ce qu'il en coûte à la compagnie pour le gaz au point où celui-ci pénètre dans son pipe-line et le montant pour lequel la compagnie vend le gaz, est réputée, aux fins de la présente Partie, un droit imposé par la compagnie, à l'acheteur, pour la transmission de ce gaz.

Le 22 août 1975, Saskatchewan Power a déposé la requête suivante à l'Office:

[TRADUCTION] Saskatchewan Power Corporation par les présentes demandes à l'Office national de l'énergie de rendre une ordonnance rejetant le prétendu dépôt et ordonnant que ledit organisme statue sur la validité du dépôt du contrat d'achat de gaz conclu le 1^{er} novembre 1969 par Saskatchewan Power Corporation en qualité de vendeuse et TransCanada Pipelines Limited en qualité d'acheteuse (dépôt proposé par TransCanada Pipelines Limited), et ce, à une audience spéciale de l'Office;

Et veuillez prendre note que cette requête sera présentée sur les motifs que le contrat est conclu par un producteur et une compagnie de pipe-line pour un paiement inséparable, n'est pas divisible et vise à créer une charge équitable sur les réserves lors de l'exécution et de la demande de remise. Saskatchewan Power Corpora-

redelivery Saskatchewan Power Corporation became the owner in equity and the contract provided for an exchange over its term and the contract is therefore not subject to regulations under Part IV of the National Energy Board Act.

A special hearing was held by the Board and both Saskatchewan Power and TransCanada filled written submissions. The submission of the former stated the points intended to be argued, as follows:

1. The contract is a contract for the exchange of natural gas.
2. The contract is a Gas Purchase Contract for an entire and indivisible consideration in which the right to redelivery is an integral part.

The order requested by Saskatchewan Power was:

That the filing of the contract, dated November 1, 1969, be refused because, for the reasons aforesaid, the National Energy Board has no jurisdiction with respect to the same under Part IV of the National Energy Board Act.

The special hearing was held by the Board and its conclusion was as follows:

It is the Board's view that in referring to " ... all contracts it may make for the sale of gas ..." section 51(2) should be taken to refer to all contracts whereby TransCanada sells gas which is its property and is transmitted through its pipeline. The fact that such contracts may also provide for other matters, such as a purchase of gas by TransCanada, in no way changes the applicability of the provisions of section 51(2). Accordingly, the Board finds that the 1 November 1969 contract is one which TransCanada is obliged to file with the Board under the provisions of section 51(2).

In its reasons, the Board explained the purpose of s. 51(2) as follows:

Section 51(2) is essentially administrative, and has little to do with the powers of the Board. Prior to the enactment of Section 51(2), a company could not charge any tolls except those specified in a tariff, which was filed with the Board and in effect. Accordingly, each time a company such as TransCanada entered into a new contract for the sale of gas, it was necessary for it to amend its tariff filed under section 51(1). For purposes of administrative convenience, section 51(2) permits a

tion est devenue la propriétaire en *equity* et le contrat prévoyant un échange dans ces conditions, n'est donc pas assujéti à la réglementation de la Partie IV de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

L'Office a tenu une audience spéciale pour laquelle Saskatchewan Power et TransCanada ont chacune déposé des plaidoiries écrites. Saskatchewan Power y énonçait les points qu'elle voulait plaider:

- [TRADUCTION] 1. Le contrat est un contrat d'échange de gaz naturel.
2. Le contrat est un contrat d'achat de gaz en échange d'une contrepartie entière et indivisible dont le droit à la livraison du gaz en remplacement fait partie intégrante.

Saskatchewan Power demandait à l'Office de conclure que:

[TRADUCTION] le dépôt du contrat daté du 1^{er} novembre 1969 soit refusé parce que, pour les motifs exposés ci-dessus, la partie IV de la Loi sur l'Office national de l'énergie ne confère aucune compétence à l'Office sur ce contrat.

A la suite de l'audience spéciale, l'Office a conclu:

L'Office est d'avis que l'expression « ... tous les contrats de vente de gaz qu'elle peut conclure ... » contenue dans l'article 51(2) devrait être considérée comme s'appliquant à tous les contrats en vertu desquels TransCanada vend du gaz qui lui appartient et qui est transporté dans son pipe-line. Le fait que ces contrats peuvent également prévoir d'autres matières, comme l'achat de gaz par TransCanada, ne modifie en rien l'applicabilité des dispositions de l'article 51(2). L'Office conclut donc que le contrat du 1^{er} novembre 1969 est un contrat que TransCanada est obligée de déposer auprès de l'Office aux termes de l'article 51(2).

Dans ses motifs, l'Office a expliqué comme suit le but du par. 51(2):

L'article 51(2) est de nature essentiellement administrative et n'a pour ainsi dire rien à voir avec les pouvoirs de l'Office. Avant l'adoption de l'article 51(2), une compagnie ne pouvait imposer aucun droit à percevoir, sauf les droits à percevoir que spécifie un tarif déposé auprès de l'Office et en vigueur. Par conséquent, chaque fois qu'une compagnie comme TransCanada passait un nouveau contrat pour la vente de gaz, il était nécessaire de modifier le tarif qu'elle avait déposé en vertu de

company to file the contract itself, thus obviating the necessity of amending the tariff from time to time.

Saskatchewan Power appealed from this decision to the Federal Court of Appeal. The appeal was dismissed. Before that Court, Saskatchewan Power, in addition to the arguments which it had submitted to the Board, contended that s. 51(2) was *ultra vires* of the Parliament of Canada.

Leave to appeal to this Court was granted and, by order of the Chief Justice, the constitutional issue was defined as follows:

Are sections 50 and 51 of the National Energy Board Act *intra vires* the Parliament of Canada if, properly construed, they give the National Energy Board jurisdiction over the gas purchase contract involved in this case?

I am in agreement with the conclusion reached by the Board and by the Federal Court of Appeal that the contract, when coupled with the nominations of Saskatchewan Power for deliveries of gas from TransCanada, was a contract for the sale of gas within s. 51(2).

Saskatchewan Power contended that this was not a gas sale contract at all, but was either a gas exchange contract, or an indivisible gas purchase agreement for the purchase of gas by TransCanada.

In my opinion the agreement was not one for the exchange of gas. TransCanada, under the terms of the agreement, had no right to pay for the gas which it received from Saskatchewan Power in the first five years of the contract by making deliveries of gas in the subsequent years. It was required by the agreement to pay for the gas it received at a stipulated price. In fact, TransCanada made a prepayment of \$3,000,000 to Saskatchewan Power to be credited against the cost of gas to be delivered to it. Furthermore, Saskatchewan Power was under no obligation to accept gas in exchange for the gas it had sold. It was not required to receive any gas from TransCanada except at its own sole election.

l'article 51(1). Afin de faciliter les formalités administratives, l'article 51(2) permet à une compagnie de déposer le contrat comme tel, éliminant ainsi la nécessité de modifier le tarif de temps à autre.

Saskatchewan Power a interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel fédérale. L'appel a été rejeté. Devant cette cour-là, Saskatchewan Power a prétendu, outre les arguments plaidés devant l'Office, que le par. 51(2) était *ultra vires* du Parlement du Canada.

Cette Cour a accordé l'autorisation d'interjeter appel et, suivant une ordonnance du juge en chef, la question constitutionnelle a été formulée comme suit:

Les articles 50 et 51 de la Loi sur l'Office national de l'énergie sont-ils *intra vires* du Parlement du Canada si, lorsqu'on les interprète correctement, ils donnent compétence à l'Office national de l'énergie sur les contrats d'achat de gaz en cause dans cette affaire?

Comme l'Office et la Cour d'appel fédérale, je conclus que le contrat assorti des avis de demandes de livraison de gaz de TransCanada à Saskatchewan Power est un contrat de vente de gaz au sens du par. 51(2).

Saskatchewan Power soutient qu'il ne s'agit pas du tout d'un contrat de vente de gaz mais plutôt d'un contrat d'échange de gaz ou d'un accord indivisible d'achat de gaz prévoyant l'achat de gaz par TransCanada.

Il ne peut s'agir à mon avis d'un contrat d'échange de gaz. Aux termes de l'accord, TransCanada n'avait pas le droit de payer le gaz reçu de Saskatchewan Power durant les cinq premières années du contrat en livrant du gaz au cours des années suivantes. L'accord prévoit un paiement du gaz au prix fixé. En fait, TransCanada a versé une avance de \$3,000,000 à Saskatchewan Power, à valoir sur le prix du gaz à lui être livré. En outre, Saskatchewan Power n'était pas obligée d'accepter du gaz en échange du gaz qu'elle avait vendu. Elle n'était tenue d'accepter le gaz de TransCanada que si elle en demandait elle-même la livraison.

The contract was not solely a gas purchase agreement for the purchase of gas by TransCanada. It is true that it provided for the purchase of gas by TransCanada during the first five years of the contract, but it also provided for a series of rights to purchase gas by Saskatchewan Power from TransCanada, exercisable at the option of the former, during the later years of the contract by written notice of nomination. At the time a nomination was made, TransCanada became contractually obligated to deliver the quantity of gas nominated at the price stipulated in the contract. This was a contract for the sale of gas within s. 51(2).

Saskatchewan Power contended that s. 51(2) was not applicable to this contract, because the subsection was enacted in 1970, whereas the contract was made in 1969, and it was argued that the subsection should not be construed as applying retroactively. As has already been pointed out, while the contract was made in November 1969, it gave to Saskatchewan Power a series of options to purchase exercisable during the later years of the contract. It was only if and when those options were exercised that contracts of sale by TransCanada came into being. The nominations were not made until 1974 and 1975.

It was also contended by Saskatchewan Power that s. 51(2) only applies to contracts for the sale of gas transmitted by TransCanada through its interprovincial pipeline, and that it was not necessary that there be a transmission of gas through TransCanada's interprovincial pipeline in order to deliver gas to Saskatchewan Power under Part XVII of the contract.

This point does not appear to have been submitted to the Board which, with its knowledge of TransCanada's operations, could quickly have answered it. However, the provisions of the contract provide the answer to this argument.

Paragraph 2 of Article VIII of the earlier agreement of May 1, 1959, which was made applicable *mutatis mutandis* in the contract provided that:

The point of delivery of all gas delivered hereunder shall be at Buyer's main transmission pipe line in the Province

Mais il ne s'agit pas seulement d'un contrat d'achat de gaz par TransCanada. Même s'il contient des dispositions à cet effet pour les cinq premières années, le contrat prévoit également plusieurs options d'achat de gaz par Saskatchewan Power à TransCanada, cette dernière pouvant exercer cette faculté pendant les dernières années du contrat en donnant par écrit un avis de demande de livraison. Sur réception d'un tel avis, TransCanada devenait obligée par le contrat de délivrer la quantité de gaz fixée au prix stipulé au contrat. Il s'agit donc d'un contrat de vente de gaz au sens du par. 51(2).

Saskatchewan Power prétend en outre que le par. 51(2) ne s'applique pas au contrat parce qu'il est entré en vigueur en 1970, donc après la conclusion du contrat en 1969, et qu'il ne peut avoir d'effet rétroactif. Comme je l'ai déjà souligné, le contrat remonte à novembre 1969, mais il confère à Saskatchewan Power plusieurs options d'achat pouvant être exercées pendant les dernières années du contrat. Les contrats de vente par TransCanada n'étaient donc véritablement formés que lorsque ces options étaient exercées. Les demandes de livraison n'ont pas été faites avant 1974 et 1975.

Saskatchewan Power soutient également que le par. 51(2) ne s'applique qu'aux contrats de vente de gaz transmis par le pipe-line interprovincial de TransCanada et qu'il n'est pas nécessaire que TransCanada utilise ce pipe-line pour livrer du gaz à Saskatchewan Power en vertu de la partie XVII du contrat.

Il ne semble pas que cette question ait été débattue devant l'Office qui connaît à fond le fonctionnement de TransCanada et aurait pu y répondre rapidement. Cependant, les dispositions du contrat nous fournissent la réponse à cet argument.

Le paragraphe 2 de l'article VIII de l'accord initial du 1^{er} mai 1959, applicable *mutatis mutandis* au contrat, prévoit:

[TRADUCTION] Le point de livraison de tout le gaz se situera au principal pipe-line de transmission de l'ache-

of Saskatchewan at a point to be agreed upon in writing between the parties hereto.

As already noted, that agreed point was near Success, Saskatchewan. Thus, gas purchased by TransCanada was to be delivered at its main transmission line. Sub-paragraph (v) of paragraph 1 of Article XVII of the agreement, governing deliveries of gas by TransCanada to Saskatchewan Power, fixes the same point of delivery, near Success, Saskatchewan, and provides that it be delivered "at the pressure existing in Buyer's pipeline at the time of such redelivery".

In the light of these provisions, it is apparent that the gas sold by TransCanada to Saskatchewan Power was to be delivered from its main transmission line.

I turn next to the constitutional issue. It is limited solely to ss. 50 and 51 of the Act. The reason for this is that the only issue before the Board was whether the agreement and the subsequent nominations for the purchase of gas by Saskatchewan Power were properly filed pursuant to s. 51(2). The constitutional issue, as framed, is whether ss. 50 and 51 are *ultra vires* "if, properly construed, they give the National Energy Board jurisdiction over the gas purchase contract involved in this case".

The Attorney General of Canada intervened in support of the constitutional validity of the legislation challenged. The Attorney General of British Columbia intervened in support of the contention of Saskatchewan Power that that legislation was invalid.

Section 50 of the Act empowers the Board "to make orders with respect to all matters relating to traffic, tolls or tariffs". It enables the Board, *inter alia*, to control the tolls and tariffs of a company having authority to construct or operate a pipeline for the transmission of gas connecting a province with any other or others of the province. Such a company is an undertaking of the kind defined in s. 92(10)(a) of the *British North America Act* and

teuse, dans la province de la Saskatchewan, à un point dont les parties devront convenir par écrit.

Comme je l'ai déjà indiqué, l'endroit convenu se trouve près de Success en Saskatchewan. Ainsi, le gaz acheté par TransCanada devait être livré à son principal pipe-line de transmission. L'alinéa v) du paragraphe 1 de l'article XVII de l'accord, qui régit la livraison du gaz par TransCanada à Saskatchewan Power, fixe le même point de livraison, près de Success, en Saskatchewan, et prévoit que le gaz doit être livré [TRADUCTION] «à la pression existant dans le pipe-line de l'acheteuse au moment de cette livraison».

Il ressort donc de ces dispositions que le gaz vendu par TransCanada à Saskatchewan Power devait être livré par son principal pipe-line de transmission.

J'en viens maintenant à la question constitutionnelle. Elle ne porte que sur les art. 50 et 51 de la Loi. Cela s'explique du fait que la question litigieuse soumise à l'Office était de savoir si l'accord et les avis de demandes de livraison subséquents, relatifs à l'achat de gaz par Saskatchewan Power, avaient été régulièrement produits, en conformité du par. 51(2). Vu sa formulation, la question constitutionnelle vise à faire déterminer si les art. 50 et 51 sont *ultra vires* «si, lorsqu'on les interprète correctement, ils donnent compétence à l'Office national de l'énergie sur les contrats d'achat de gaz en cause dans cette affaire».

Le procureur général du Canada est intervenu à l'appui de la constitutionnalité des dispositions législatives contestées. Le procureur général de la Colombie-Britannique est également intervenu, mais pour appuyer la thèse de Saskatchewan Power selon laquelle ces dispositions sont inconstitutionnelles.

L'article 50 de la Loi confère à l'Office le pouvoir de «rendre des ordonnances sur tous les sujets relatifs au mouvement, aux droits ou tarifs». Il autorise notamment l'Office à contrôler les droits et tarifs d'une compagnie habilitée à construire ou à exploiter un pipe-line pour la transmission du gaz, qui relie une province à une ou plusieurs autres. Pareille compagnie constitue une entreprise du genre de celles définies à l'al.

therefore falls within the class of subjects subject to federal legislative power under s. 91(29). I agree with the statement of Pratte J., in the Federal Court of Appeal, when he said:

First, it is now well established that the federal jurisdiction over an interprovincial undertaking includes the power to regulate tolls and extends to all the services provided by the undertaking, including those that are provided entirely within the limits of a province (*Queen in Right of Ontario v. Board of Transport Commissioners*, [1968] S.C.R. 118).

Subsection (1) of s. 51 forbids a company operating such an undertaking to charge tolls except those specified in a tariff filed with the Board.

Subsection (2) deals with a company which transmits gas which is its own property. It is required to file copies of its contract for the sale of such gas. Such copies are then deemed to constitute a tariff pursuant to subs. (1). The filing by TransCanada of its contract for the sale of gas to Saskatchewan Power constituted that document a tariff.

Section 61 of the Act has already been cited. Its constitutional validity is not under attack in these proceedings. It provides that where a company transmits its own gas through its pipeline, the differential between the cost to the company of the gas at the point where it enters the pipeline and the sale price of the gas is to be deemed to be a toll charged to the purchaser for the transmission of the gas.

The primary submission of Saskatchewan Power was that the agreement was one concerned with intra-provincial trade, and therefore beyond the legislative powers of the Federal Parliament. On the material before us, I would not be prepared to find that this was a matter of intra-provincial trade. The contract provided for deliveries of gas to Trans-Canada drawn from the Medicine Hat Field in Alberta and to be delivered to TransCanada's main transmission line at Success, Saskatchewan. The deliveries by TransCanada to Saskatchewan Power were to be made at the same point. As already indicated, it appears clear to me that these deliveries were to be made from Trans-

92(10a) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et tombe donc dans la catégorie de sujets relevant de la compétence législative fédérale en vertu du par. 91(29). Je souscris aux propos suivants du juge Pratte de la Cour d'appel fédérale:

Tout d'abord, il est maintenant bien établi que la compétence fédérale sur une entreprise interprovinciale comprend le pouvoir de réglementer les droits et s'étend à tous les services fournis par l'entreprise, y compris ceux qui le sont entièrement dans les limites d'une province (*La Reine du chef de l'Ontario c. La Commission des transports*, [1968] R.C.S. 118).

Le paragraphe (1) de l'art. 51 interdit à une compagnie exploitant une telle entreprise d'imposer des droits autres que ceux que spécifie un tarif déposé auprès de l'Office.

Le paragraphe (2) vise toute compagnie qui transmet du gaz lui appartenant. Elle doit produire des copies de ses contrats de vente de gaz. Ces copies sont censées constituer un tarif produit en conformité du par. (1). Le contrat de vente de gaz à Saskatchewan Power par TransCanada devenait donc un tarif du fait de cette production.

L'article 61 de la Loi a déjà été cité. Sa constitutionnalité n'est pas contestée en l'espèce. Il dispose que lorsqu'une compagnie transmet par son pipe-line du gaz qui lui appartient, la différence entre ce que le gaz coûte à la compagnie au point où celui-ci pénètre dans le pipe-line et le montant pour lequel la compagnie le vend, est réputée un droit imposé par la compagnie à l'acheteur, pour la transmission de ce gaz.

Saskatchewan Power prétend principalement que l'accord traite de commerce intra-provincial et n'est pas assujéti à la compétence législative du Parlement fédéral. D'après le dossier soumis à la Cour, je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question de commerce intra-provincial. Le contrat prévoit la livraison à TransCanada de gaz extrait du gisement de Medicine Hat en Alberta, au principal pipe-line de transmission de TransCanada à Success (Saskatchewan). Les livraisons en retour par TransCanada à Saskatchewan Power devaient se faire au même endroit. Comme je l'ai déjà dit, il me semble clair que ces livraisons devaient se faire par le principal pipe-line de transmission de Trans-

Canada's main transmission line, which carries gas from Alberta to Saskatchewan and to other provinces. In the absence of contrary evidence, it is reasonable to assume that gas from Alberta would be delivered to Saskatchewan Power in Saskatchewan.

In any event, the legislative power of Parliament with respect to an interprovincial undertaking depends upon the character of the undertaking itself. Parliament has the power to require that there be furnished by the undertaking to the regulatory Board all contracts for the sale of gas made from the pipeline operated by it. In *The Queen v. Board of Transport Commissioners*², previously cited, this Court said at p. 127:

In the present case, the constitutional jurisdiction depends on the character of the railway line, not on the character of a particular service provided on that railway line.

In my opinion, Parliament had the power to provide for the tolls and tariffs to be applied in connection with the transmission of gas through an interprovincial pipeline and had the power to require a pipeline company to file with it copies of its contracts for the sale of gas, which would be deemed to constitute a tariff. Those are the only constitutional issues involved in the present proceedings.

The Board concluded its reasons for decision in the present matter given in April 1976 with the following paragraph:

Accordingly, the Board finds that the 1 November 1969 contract was validly filed pursuant to section 51(2) of the Act. As no submissions were made on the point, the Board leaves for further consideration the question of whether the price stipulated in the contract is just and reasonable.

We were advised by counsel that in September 1976 the Board heard an application by TransCanada in respect of all its rates. We were further advised that by its decision of December 1976, the Board increased the rates payable under the contract to the same level as the rates for any deliveries in the Saskatchewan zone. We understand that

Canada, qui transporte du gaz de l'Alberta à la Saskatchewan et à d'autres provinces. En l'absence de preuve contraire, il est raisonnable de présumer que du gaz provenant de l'Alberta serait livré à Saskatchewan Power, en Saskatchewan.

Quoi qu'il en soit, la compétence législative du Parlement à l'égard d'une entreprise interprovinciale dépend de la nature de l'entreprise. Le Parlement a le pouvoir d'exiger que l'entreprise fournisse à l'organisme de réglementation tous les contrats de vente de gaz livré par le pipe-line qu'elle exploite. Cette Cour a déjà déclaré dans l'arrêt *La Reine c. La Commission des transports*², précité, (à la p. 127):

[TRANSLATION] En l'espèce, la question de la compétence, du point de vue constitutionnel, dépend de la nature de la ligne de chemin de fer et non de celle d'un service particulier fourni sur cette ligne.

A mon avis, le Parlement a le pouvoir de légiférer à l'égard des droits et tarifs relatifs à la transmission de gaz par un pipe-line interprovincial et peut exiger d'une compagnie exploitant le pipe-line qu'elle produise des copies de ses contrats de vente de gaz, car ces documents sont réputés constituer un tarif. Telles sont les seules questions constitutionnelles soulevées en l'espèce.

Les motifs de la décision rendue par l'Office en avril 1976 se terminent par l'alinéa suivant:

Par conséquent, l'Office conclut que le contrat du 1^{er} novembre 1969 a été valablement déposé conformément à l'article 51(2) de la Loi. Comme aucune allégation n'a été faite à ce sujet, l'Office ne détermine pas immédiatement si le prix stipulé dans le contrat est juste et raisonnable et reporte l'étude de cette question à plus tard.

Les avocats nous ont signalé que l'Office avait entendu, en septembre 1976, une requête de TransCanada visant tous ses tarifs et qu'en décembre 1976, l'Office a décidé d'augmenter les taux payables aux termes du contrat pour les ajuster aux montants en vigueur pour les livraisons dans la zone de la Saskatchewan. On nous a également

² [1968] S.C.R. 118.

² [1968] R.C.S. 118.

an appeal has been taken from that decision, with leave, to the Federal Court of Appeal.

How far the exercise by the Board of its power to fix tolls affects the contractual rights of Saskatchewan Power under the contract is not a matter which was raised by the limited issue submitted to the Board in the present proceedings. We do not have before us the material which was before the Board when its decision was made in December 1976, nor do we have the benefit of its reasons. It is true that the constitutional issue, as framed, referred to the question as to whether ss. 50 and 51 gave the National Energy Board "jurisdiction over the gas purchase contract involved in this case". But these sections do not purport to give jurisdiction over contracts. Section 50 gives the Board power to make orders as to traffic, tolls and tariffs. Section 51(2) provides for the filing of gas sales contracts which are deemed to constitute a tariff. The issues which may arise, as a result of the December 1976 decision, are the extent of the powers which have been or may be given to the Board to regulate the sale price of gas by TransCanada, and the impact of such regulations upon the contractual rights of the parties. To attempt to adjudicate now upon those issues on the limited material before the Court would be premature. This is emphasized by the contents of the addendum to the reasons for decision of the Board in the present proceedings:

Subsequent to the filing of this application with the Board, the Governor in council prescribed prices at which natural gas produced in the Province of Alberta is to be sold on and for delivery in areas or zones of Canada outside that Province, pursuant to section 51(1) of the Petroleum Administration Act. By Order in Council, P.C. 1975-2533, as amended by O.C. 1975-2731, the Governor in Council has prescribed prices applicable to, *inter alia*, sales in the Saskatchewan zone by TransCanada of natural gas produced in the Province of Alberta. It appears to the Board that the price stipulated in the 1 November 1969 contract, apart from being subject to regulation under Part IV of the *National Energy Board Act*, is subject to the prices prescribed pursuant to the *Petroleum Administration Act*.

informés que la Cour d'appel fédérale a accordé l'autorisation d'interjeter appel de cette décision devant elle.

La question de savoir dans quelle mesure l'exercice par l'Office de son pouvoir de fixer les droits et tarifs modifie les droits de Saskatchewan Power résultant du contrat, ne fait pas partie de la question restreinte soumise à l'Office en l'espèce. Nous ne disposons pas du dossier soumis à l'Office quand il a rendu sa décision de décembre 1976, ni d'ailleurs de ses motifs. Il est exact que la question constitutionnelle, telle que formulée, demande si les art. 50 et 51 donnent compétence à «l'Office national de l'énergie sur les contrats d'achat de gaz en cause dans cette affaire». Mais ces articles ne visent pas à donner compétence sur les contrats. L'article 50 habilite l'Office à rendre des ordonnances relatives au mouvement, aux droits ou tarifs. Le paragraphe 51(2) prévoit le dépôt des contrats de vente de gaz qui sont censé constituer un tarif. Les questions qui peuvent résulter de la décision de décembre 1976 portent sur l'étendue des pouvoirs de l'Office de réglementer le prix de vente du gaz par TransCanada et sur les conséquences de cette réglementation sur les droits des parties en vertu du contrat. Il serait prématuré à ce stade de trancher ces questions vu le dossier restreint soumis à la Cour. C'est d'ailleurs le sens de l'annexe aux motifs de la décision de l'Office en l'espèce:

Suite au dépôt de la présente demande auprès de l'Office, le Gouverneur en conseil a fixé le prix de vente maximal du gaz naturel produit dans la province d'Alberta qui sera livré dans d'autres régions ou zones du Canada, ailleurs qu'en Alberta, en vertu de l'article 51(1) de la *Loi sur l'Administration du pétrole*. Par le décret en conseil C.P. 1975-2533, modifié par le décret C.P. 1975-2731, le Gouverneur en Conseil a fixé le prix maximal applicable, *notamment*, aux ventes de gaz naturel de l'Alberta effectuées par la TransCanada en Saskatchewan. L'office juge que le prix stipulé dans le contrat du 1^{er} novembre 1969, en dehors du fait qu'il est subordonné au règlement de la Partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, est subordonné aux prix prescrits en vertu de la *Loi sur l'administration du pétrole*.

For the foregoing reasons I would dismiss this appeal with costs.

Appeal dismissed with costs.

Solicitors for the appellants: Gowling & Henderson, Ottawa,

Solicitors for the respondent: McCarthy & McCarthy, Toronto.

Solicitor for the Attorney General of Canada: R. Tassé, Ottawa.

Solicitors for the Attorney General of British Columbia: Burke-Robertson, Chadwick & Ritchie, Ottawa.

Pour ces motifs, je suis d'avis de rejeter ce pourvoi avec dépens.

Pourquoi rejeté avec dépens

Procureurs des appelantes: Gowling & Henderson, Ottawa.

Procureurs de l'intimée: McCarthy & McCarthy, Toronto.

Procureur du procureur général du Canada: R. Tassé, Ottawa.

Procureurs du procureur général de la Colombie-Britannique: Burke-Robertson, Chadwick & Ritchie, Ottawa.